

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG142/M/1

7 avril 2004

(04-1586)

Comité des accords commerciaux régionaux
Trente-sixième session

EXAMEN DE L'ACCORD INTÉrimAIRE ENTRE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET LA CROATIE

Note sur la réunion du 29 mars 2004

Président: M. R. Saborío (Costa Rica)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/2276/Rev.1.
2. Au titre du point C.II de l'ordre du jour de sa trente-sixième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (ci-après dénommé le CACR ou le Comité) a procédé au premier examen de l'Accord intérimaire entre la Communauté européenne (CE) et la Croatie. Les points suivants ont été abordés:
 - A. OBSERVATIONS GÉNÉRALES
 - B. SECTION I – INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'ACCORD
 - C. SECTION II – DISPOSITIONS COMMERCIALES
- A. OBSERVATIONS GÉNÉRALES
3. Le Président a dit que l'Accord intérimaire entre la Communauté européenne et la Croatie était entré en vigueur le 1^{er} mars 2002 et avait été notifié à l'OMC le 24 décembre 2002 sous la cote WT/REG142/N/1/Rev.1, le texte de l'Accord apparaissant dans le document WT/REG142/1. Le mandat pour l'examen avait été adopté par le Conseil du commerce des marchandises le 23 janvier 2003 et figurait dans le document WT/REG142/2. Il a proposé d'utiliser le modèle de présentation type (document WT/REG142/3) pour mener le débat.
4. Le représentant des Communautés européennes, s'exprimant également au nom de la Croatie, a dit que les parties avaient le plaisir de présenter l'Accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement, en vertu duquel elles étaient convenues d'établir une zone de libre-échange dans le domaine du commerce des marchandises. Le texte de l'Accord avait été distribué aux Membres de l'OMC le 6 janvier 2003 (document WT/REG142/1). Les parties avaient également distribué, le 18 mars 2004, le "modèle de présentation type" (document WT/REG142/3) afin qu'il serve de base à l'examen du Comité. Soulignant qu'il désirait replacer cet accord dans le contexte plus général de l'évolution des relations commerciales et économiques entre la Communauté européenne et la Croatie, l'intervenant a précisé qu'en 2000, la CE avait accordé des préférences commerciales autonomes aux pays de l'Europe du Sud-Est en vue de donner à ces nations les possibilités dont elles avaient besoin pour développer leurs économies, créer des liens plus étroits avec l'Union européenne et, en définitive, faire en sorte que la paix et la stabilité règnent dans l'ensemble de la région. Peu après, l'Union européenne et la Croatie avaient négocié un Accord de stabilisation et d'association, qui avait été signé le 20 octobre 2001. Cet accord fournissait un cadre au dialogue politique et à la promotion des relations commerciales et économiques, ainsi qu'un mécanisme permettant la mise en œuvre, la gestion et le suivi de ces relations, dans tous les domaines. Il s'agissait d'une structure contractuelle essentielle visant à préparer la Croatie à renforcer les liens qui l'unissaient à l'Union européenne et, à

terme, à devenir Membre de l'Union. La Croatie avait récemment franchi une nouvelle étape importante en présentant sa demande d'adhésion à l'Union européenne, demande qui se trouvait actuellement à l'étude de la Commission. L'entrée en vigueur de l'Accord de stabilisation et d'association était subordonnée à l'accomplissement des procédures de ratification par les parties à l'Accord, notamment par l'ensemble des États membres de l'Union européenne. En attendant que ces procédures soient menées à terme, les dispositions de l'Accord relatives au commerce et aux mesures d'accompagnement – c'est-à-dire les dispositions liées au commerce des marchandises ou à d'autres questions relevant exclusivement de la compétence de la Communauté européenne – avaient été mises en œuvre au moyen de l'Accord intérimaire qui faisait l'objet de la présentation en cours. Passant aux éléments clés de l'Accord intérimaire, le représentant a indiqué que cet accord établissait une zone de libre-échange pendant une période de transition maximale de six ans à compter de la date d'entrée en vigueur, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 2007. L'Accord prévoyait une libéralisation progressive et réciproque du commerce des marchandises, comportait des dispositions concernant les problèmes de concurrence, les investissements et les paiements connexes, prévoyait un niveau élevé de protection des droits de propriété intellectuelle, et renforçait la coopération en matière douanière. L'Accord portait sur des produits relevant de tous les chapitres du Système harmonisé. La Communauté européenne et la Croatie avaient supprimé toutes les restrictions quantitatives et toutes les mesures d'effet équivalent dès l'entrée en vigueur de l'Accord. Les droits de douane à l'exportation et les mesures d'effet équivalent avaient également été éliminés dès l'entrée en vigueur. Concernant les droits d'importation, l'Accord intérimaire consolidait les mesures commerciales autonomes prises par la CE. En conséquence, la CE avait éliminé tous les droits et impositions sur les importations de tous les produits industriels, agricoles et halieutiques, avant même l'entrée en vigueur de l'Accord. Dans un très petit nombre d'exceptions, relatives à la viande de bœuf, au vin, à certains fruits et légumes et à certains produits de la pêche, des concessions préférentielles étaient accordées sur les importations vers la CE; ces exceptions étaient décrites dans le "modèle de présentation type". La Croatie devait supprimer les droits de douane sur les importations de produits industriels avant la fin d'une période de transition de six ans. En fait, la libéralisation avait été, dans sa plus grande partie, concentrée en début de période. La Croatie avait déjà supprimé les droits sur 80 pour cent du commerce des produits industriels et supprimerait les 20 pour cent restants avant le 1^{er} janvier 2007, conformément au calendrier de libéralisation progressive. Concernant les tarifs d'importation des produits de l'agriculture et de la pêche, la Croatie les avait supprimés sur un certain nombre de produits dès l'entrée en vigueur de l'Accord, ou un an plus tard. Pour de nombreux autres produits, la libéralisation se réalisait par étapes, comme le décrivait le modèle de présentation type. Si l'on se basait sur les chiffres des années 2000 à 2002, 95 pour cent des exportations de produits agricoles croates à destination de la CE et 47 pour cent des exportations de la CE vers la Croatie seraient effectuées en franchise de droits à la fin de la période de transition de six ans. Cela serait vrai également de 68 pour cent des exportations de produits de la pêche croates à destination de la CE et de 66 pour cent des exportations de produits de la pêche de la CE à destination de la Croatie. La suppression totale des droits du reste des produits de l'agriculture et de la pêche n'était pas envisagée dans l'immédiat. L'Accord prévoyait toutefois qu'un réexamen aurait lieu au plus tard en 2006 pour étudier les nouvelles mesures à prendre dans le processus de libéralisation complète du commerce entre la CE et la Croatie. Si l'on considérait l'ensemble des produits industriels, agricoles et halieutiques, 97 pour cent des échanges bilatéraux seraient libéralisés à la fin de la période de transition de six ans. En outre, aucun secteur commercial important n'était exclu du champ d'application de l'Accord. Les parties ne doutaient donc pas que l'Accord remplissait le critère de l'article XXIV:8 b) du GATT selon lequel les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives devaient être éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux entre leurs pays. Pareillement, dans la mesure où aucune disposition de l'Accord n'exigeait aux parties de relever le niveau des droits de douane ou de rendre plus rigoureuses d'autres réglementations commerciales applicables aux échanges avec des pays tiers Membres de l'OMC, les parties estimaient que ledit accord satisfaisait aux prescriptions de l'article XXIV:5 b) du GATT de 1994. Le représentant de la CE a enfin rappelé que l'Accord n'était pas limité à la suppression des droits de douane et des restrictions non tarifaires sur les échanges bilatéraux, si important que cela puisse être, mais comportait également des dispositions concernant les problèmes de concurrence, les investissements et les paiements connexes, prévoyait un niveau

élevé de protection des droits de propriété intellectuelle, et renforçait la coopération en matière douanière. L'Accord de stabilisation et d'association, lorsqu'il entrerait en vigueur, apporterait en outre des disciplines concernant notamment les marchés publics, un rapprochement des lois dans de nombreux domaines, en particulier en matière de normalisation, et des dispositions concernant les services et l'établissement.

5. Le représentant de la Croatie a souligné que l'Accord de stabilisation et d'association et l'Accord intérimaire étaient les premiers accords bilatéraux signés entre l'Union européenne et la Croatie. Cette signature était d'une importance décisive, non seulement parce qu'elle constituait la première mesure formelle de l'institutionnalisation des relations entre la Croatie et l'Union européenne, mais aussi parce qu'elle marquait le début des préparatifs du pays en vue de son objectif ultime, qui était d'adhérer à l'Union. La Croatie avait présenté sa demande d'adhésion à l'Union européenne, et le pays espérait que l'avis favorable serait émis à court terme et que la décision d'engager les négociations d'adhésion serait prise rapidement. Le représentant a fait remarquer que l'Union européenne était le principal partenaire commercial de la Croatie et que l'Accord intérimaire dynamiserait sans aucun doute les échanges bilatéraux. Du fait de son large champ d'application, l'Accord attestait aussi, en partie, de la plus grande intégration de la Croatie au sein de l'économie mondiale et devait être regardé comme un processus complémentaire du système commercial multilatéral. Outre leur importance économique, l'Accord intérimaire et l'Accord de stabilisation et d'association contribuaient au processus de réforme globale engagé par la Croatie. Ces accords devaient donc être vus dans la perspective plus large de la mise en place d'un dialogue politique régulier visant à faciliter l'intégration future de la Croatie au sein de l'Union européenne, intégration qui favoriserait, en retour, les efforts accomplis à plus grande échelle pour parvenir à une stabilité politique et économique durable dans l'ensemble de l'Europe du Sud-Est.

B. SECTION I – INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'ACCORD

6. Faisant observer que neuf mois s'étaient écoulés entre la date d'entrée en vigueur de l'Accord et sa notification, le représentant du Japon a demandé quelle était la raison pour laquelle l'Accord n'avait pas été notifié plus tôt. Le représentant des Communautés européennes a demandé que la question soit présentée par écrit, afin qu'une réponse écrite appropriée puisse être fournie.

7. La représentante des États-Unis a indiqué qu'elle souhaitait poser un certain nombre de questions sur les protocoles relatifs aux vins et aux produits sidérurgiques, ainsi que sur les contingents tarifaires. Étant donné qu'elle n'avait pas eu suffisamment de temps pour réviser l'Accord, il était possible qu'elle présente des questions additionnelles par écrit.

C. SECTION II – DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

8. La représentante des États-Unis a demandé aux parties de décrire le traitement donné aux produits sidérurgiques et au vin dans les protocoles respectifs de l'Accord. S'agissant du vin, elle souhaitait savoir quand le contingent tarifaire prévu dans l'Accord serait réduit progressivement ou supprimé. Elle a demandé aux parties de décrire le traitement réservé aux produits agricoles transformés et de fournir la liste des lignes tarifaires qui n'étaient pas couvertes par l'Accord. Concernant l'application des contingents tarifaires, elle a demandé si les parts des contingents provenaient des parts NPF à la disposition de tous les Membres, autrement dit si une part NPF avait été divisée, permettant la création de ce contingent tarifaire préférentiel.

9. Faisant référence au sous-titre 1.1.2.A du document WT/REG142/3, la représentante de l'Australie a fait part de l'intérêt de la délégation de son pays à l'égard de toute analyse effectuée par les parties sur la couverture du commerce des produits agricoles au titre de cet accord. Notant que pour les produits relevant des chapitres 7 et 8 du SH, l'Accord prévoyait l'application de droits de douane *ad valorem* et d'un droit de douane spécifique, mais que la suppression s'appliquait uniquement à la partie *ad valorem* du droit, elle a demandé aux parties de fournir des renseignements

additionnels à ce sujet. Concernant cette même question, le représentant du Japon a demandé quels étaient les objectifs poursuivis par le fait que seuls les droits *ad valorem* étaient supprimés.

10. Remarquant le caractère spécifique des questions, le représentant des Communautés européennes a dit qu'il préférerait leur répondre par écrit en temps utile. Concernant le protocole relatif aux produits sidérurgiques, un autre représentant des Communautés européennes a fait observer que les exportations croates étaient admises sur le territoire de la CE en franchise de droits, tout comme d'autres produits industriels et que, de ce fait, le protocole se rapportait uniquement aux exportations de la CE vers la Croatie. Le premier volet du protocole visait l'établissement d'un calendrier régissant la réduction des droits de douane de la Croatie applicables aux produits sidérurgiques sur une période de quatre ans. Le deuxième volet évoquait le principe d'une restructuration du secteur sidérurgique de la Croatie dans un délai de deux ans. Le troisième volet fournissait une description des conditions en vertu desquelles la Croatie pouvait exceptionnellement accorder des subventions et une aide publique à son industrie sidérurgique dans un délai de cinq ans. L'intervenant a indiqué que des détails supplémentaires pouvaient être fournis par écrit, en cas de besoin.

11. La représentante des États-Unis a demandé si des mesures de sauvegardes avaient été prises à ce jour en vertu de l'Accord. Le représentant des Communautés européennes a indiqué qu'il répondrait à cette question par écrit.

12. Le Président a dit que la réunion avait permis au Comité d'éclaircir un certain nombre de points concernant l'Accord intérimaire entre la Communauté européenne et la Croatie, mais que certaines questions demeuraient en suspens. Il a demandé aux délégations qui souhaitaient présenter des questions écrites de le faire avant le 16 avril 2004, et aux parties de donner des réponses écrites au plus tard le 28 mai 2004. L'examen de cet accord se poursuivrait lors d'une session future du Comité.

13. Le Comité a pris note des observations formulées.
